

COMMISSION
of the
EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels, 1 October 1968
IP(68)141

Spokesman's Group

PRESS RELEASE

Address by M. Lionello Levi Sandri, Vice-President
of the Commission of the European Communities, on
the occasion of the Sixteenth IFCTU Congress
(Luxembourg, 1 October 1968)

Speaking at the Sixteenth Congress of the International
Federation of Christian Trade Unions (IFCTU) in Luxembourg,
M. Levi Sandri, Vice-President of the Commission of the European
Communities, said:

"We are deeply convinced that the work we have undertaken -
the construction of a united, free, democratic and socially advanced
Europe - cannot be achieved without the support and constructive
contribution of the workers.

Co-operation with the trade union organizations, consequently,
must make itself felt not only in the sphere proper to social policy,
but also in every aspect of the construction of the Community, in
which all European citizens must be able to participate. The assist-
ance of democratic trade unions, which in Europe will have to adapt
themselves more and more to the new European dimension, can very well
help to bring about such participation and make up, within certain
limits, for the lack of a parliamentary assembly elected directly by
the peoples, and in this way enhance the democratic nature of our
institutions. It is exactly in this spirit that on 1 July this
year, on the occasion of the full implementation of customs union, at
the outset of a new era in which economic union is to be achieved
and common policies worked out and implemented, the Commission
announced its intention of arranging a meeting with both sides of
industry in the Community in order to undertake with them a general
survey of the European situation, to open a dialogue on precise short
and medium-term action programmes, and to discuss the contribution
that the workers through their groupings can make to our venture.

The Europe that we wish to construct and that we are in the
process of building up by the gradual economic integration of the
countries that today form the European Communities, is not intended
to be an inward-looking body, a rich man's club, deaf to the require-
ments of the rest of the world. It is true, unfortunately, that

blind national egoism, which still makes itself felt and sometimes seems to be acquiring renewed vigour, has so far prevented a wider Europe from emerging and has impeded the entry into the European Communities of States to which the European peoples largely owe the freedom in which they live. It is true that such egoism has not even been disturbed by the tragic events in Czechoslovakia and that this lack of sensitivity to economic and political facts constitutes one of the major reasons for concern for anyone who has the future of Europe and the world at heart. National egoism in various quarters is the source and cause of a fresh outbreak of nationalism undermining the very idea of an integrated and united Europe. But reality cannot fail to vanquish the vain dreams of a now distant past, unless we wish to condemn the European peoples to be forever the playthings of the superpowers which today dominate world politics."

P:/500/68-E

Bruxelles, le 1er Octobre 1968

IP(68) 141

Groupe du Porte-Parole

INFORMATION A LA PRESSE

Discours de M. Lionello LEVI SANDRI, Vice-Président de la Commission des Communautés Européennes, à l'occasion du XVI Congrès Mondial de la CISC (Luxembourg, 1er octobre 1968)

Prenant la parole à l'occasion du XVI Congrès Mondial de la CISC (Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens), à Luxembourg, M. Levi Sandri, Vice-Président de la Commission des Communautés Européennes, a notamment déclaré :

"Nous sommes profondément convaincus que l'œuvre que nous avons entreprise - c'est-à-dire la construction d'une Europe unie, libre, démocratique, et socialement avancée - ne pourra se réaliser si lui font défaut le soutien et l'apport constructif des classes laborieuses.

La collaboration avec les organisations syndicales doit par conséquent se manifester non seulement dans le domaine qui est nécessairement le propre de la politique sociale, mais dans tous les aspects de la construction communautaire à laquelle tous les citoyens européens doivent pouvoir participer. Et le concours de syndicats démocratiques, qui devront en Europe s'adapter toujours plus à cette nouvelle dimension européenne, peut bien contribuer à réaliser cette participation et suppléer, dans certaines limites, à l'absence d'une Assemblée parlementaire élue directement par les peuples, assurant ainsi un caractère démocratique accru à nos institutions. C'est précisément dans cet esprit que, le 1er juillet de cette année, à l'occasion de l'achèvement de l'union douanière, au début d'une nouvelle période qui doit nous conduire à la réalisation de l'union économique et à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques communes, la Commission a annoncé son intention d'organiser une rencontre avec les partenaires sociaux de la Communauté, pour procéder avec eux à un examen d'ensemble de la situation européenne, instaurer un dialogue sur des programmes d'action précis à court et moyen terme, discuter de l'apport que les grandes catégories de travailleurs peuvent donner à notre entreprise."

"L'Europe que nous voulons construire et que nous sommes en train de construire par l'intégration économique graduelle des pays qui font aujourd'hui partie des Communautés européennes, ne veut pas être une entité formée sur elle-même, un club de boati possidentos sourds aux exigences du reste du monde. Il est vrai que malheureusement des égoïsmes nationaux aveugles, qui se manifestent encore et qui parfois semblent reprendre vigueur, ont empêché jusqu'ici la réalisation d'une Europe

.../...

plus large, ont empêché l'adhésion aux Communautés européennes d'Etats auxquels les peuples européens sont en grande partie redevables de la liberté dans laquelle ils vivent. Il est vrai que ces égoïsmes n'ont même pas été troublés par les tragiques événements de Tchécoslovaquie et que cette insensibilité, face à la réalité économique et politique, constitue un des motifs de préoccupation majeure pour quiconque est soucieux de l'avenir de l'Europe et du monde. Les égoïsmes nationaux sont en effet la source et la cause d'une recrudescence du nationalisme qui mine à la base l'idée même d'une Europe intégrée et unie. Mais la réalité ne pourra pas ne pas l'emporter sur les fantasmes d'un passé désormais lointain, à moins de vouloir condamner définitivement les peuples européens à être des objets à la disposition des super-grands qui dominent aujourd'hui la politique mondiale."
